

# Le PIB ralentit mais le pouvoir d'achat des ménages accélère légèrement

Insee Première • n° 1997 • Mai 2024



L'année 2023 s'est inscrite, dans la continuité de l'année 2022, dans un contexte de forte inflation, particulièrement marquée pour la consommation des ménages. La croissance de l'économie française a été modérée : le PIB (en volume) a augmenté de 0,9 %, après une croissance de 2,6 % en 2022, elle-même expliquée par un fort effet d'acquis fin 2021 (2,4 %), tandis que tout au long de l'année 2022, la croissance avait été faible.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages augmente de 0,8 %, principalement porté par les revenus d'activité et dans une moindre mesure les prestations sociales, notamment les pensions de retraite et les revenus du patrimoine. Le taux de marge des sociétés non financières reste supérieur à son niveau précédant la crise sanitaire. La vive hausse des taux d'intérêt résultant de la persistance de l'inflation comprime la marge de taux des banques, réduisant d'autant la valeur ajoutée du secteur financier. Le besoin de financement de la Nation diminue de 0,1 point de PIB en 2023 (soit 48,2 Md€), la hausse du PIB en valeur étant plus forte que celle du besoin de financement de la Nation.

**Avertissement** : En 2024, les comptes nationaux passent en base 2020. Une présentation détaillée des révisions des sources et méthodes d'élaboration des comptes et leurs impacts est disponible sur le site [insee.fr](https://www.insee.fr).

En 2023, le PIB croît de 0,9 % en euros constants et en données brutes (+1,1 % en données corrigées des jours ouvrables), après une hausse de 2,6 % en 2022

► **figure 1**, ► **encadré 1**. Cependant, la croissance en 2022 s'explique essentiellement par un effet d'acquis, à hauteur de 2,4 %, si bien que la croissance au trimestre le trimestre a globalement été plus élevée en 2023 qu'en 2022. Affectée par la forte inflation, elle garde néanmoins un rythme inférieur à celui observé les années précédant la crise sanitaire.

La production ralentit (+1,5 % en volume après +4,1 %), tout comme les consommations intermédiaires (+1,6 % après +5,3 %), tandis que les impôts nets (des subventions) reculent de 3,2 % en 2023. Les consommations intermédiaires ont traditionnellement un rythme de croissance plus élevé que celui de la production, en raison principalement du dynamisme des consommations en services d'entreprises. En 2023, ce dynamisme est en partie compensé par une forte baisse des consommations intermédiaires, notamment en énergie et

en « autres produits industriels » (chimie, papeterie et métallurgie).

La croissance de la production est principalement portée par les services marchands, qui ralentissent mais sont en hausse de 2,4 %, et en particulier par les services aux entreprises et d'information-communication. La production en construction est quasi stable (-0,1 %), tandis que la production industrielle croît légèrement (+0,5 % après -0,4 %), avec des situations très contrastées suivant les

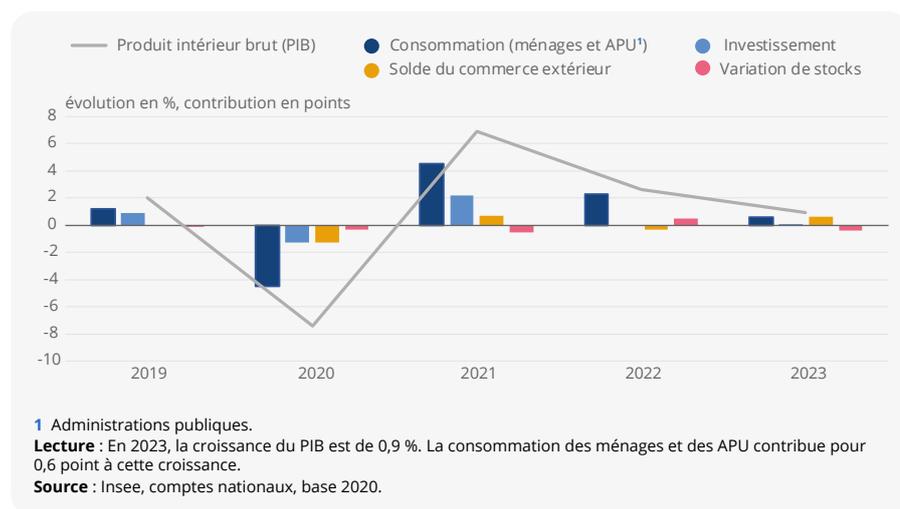
## ► 1. Le PIB et les opérations sur les biens et les services

Catégorie	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			En milliards d'euros	2023		
	2021	2022	2023		Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en point)
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>6,9</b>	<b>2,6</b>	<b>0,9</b>	<b>2 822,5</b>	<b>5,3</b>	<b>6,3</b>	<b>0,9</b>
Importations	8,3	8,8	0,3	1 024,0	-2,2	-1,8	0,1
<b>Total des emplois finals</b>	<b>7,2</b>	<b>4,1</b>	<b>0,8</b>	<b>3 846,4</b>	<b>3,2</b>	<b>4,0</b>	<b>1,1</b>
Consommation effective des ménages, dont :	6,0	3,1	0,7	1 984,7	6,2	6,9	0,5
Dépense de consommation des ménages	5,2	3,1	0,8	1 481,6	7,1	8,0	0,4
Individualisable des administrations	8,5	2,9	0,4	437,9	3,3	3,7	0,1
Consommation collective des administrations publiques	3,3	1,8	1,2	240,7	2,9	4,2	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	9,7	0,0	0,4	651,8	3,4	3,8	0,1
Entreprises non financières	10,1	2,9	2,7	353,2	3,4	6,2	0,3
Ménages	15,0	-3,5	-8,5	147,5	4,3	-4,6	-0,5
Administrations publiques	2,4	0,0	6,9	120,8	2,4	9,5	0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,5	0,5	-0,4	1,7	0,0	0,0	-0,4
Exportations	11,3	8,2	2,1	967,5	-2,2	-0,2	0,8

**Lecture** : Le PIB augmente de 0,9 % en 2023 en volume et atteint 2 822,5 milliards d'euros.

**Source** : Insee, comptes nationaux, base 2020.

## ► 2. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



branches. La production de matériels de transport, encore très dégradée en 2022 par rapport à son niveau d'avant-crise, accélère nettement en 2023 (+11,3 % après +7,8 %), les difficultés d'approvisionnement s'atténuant. À l'inverse, la production d'« autres produits manufacturés » se replie de nouveau (-3,6 % après -0,9 %), notamment pour les industries les plus énergivores (chimie, papeterie, métallurgie), très pénalisées par la hausse des prix de l'énergie. En dépit du redémarrage des centrales nucléaires, la production en gaz-électricité reste dégradée (-0,4 % après -8,5 %) en raison de la forte baisse de production de distribution de gaz.

Du côté de la demande, la croissance est portée en 2023 par la demande intérieure (contribution de +0,7 point à la croissance du PIB), principalement du fait de la consommation des ménages et des administrations publiques. L'amélioration du solde extérieur contribue à +0,6 point à la croissance, mais elle est atténuée par un mouvement de déstockage (contribution de -0,4 point) ► **figure 2**.

### La consommation des ménages ralentit nettement en volume

La consommation des ménages ralentit nettement en 2023, s'établissant à +0,8 % (en volume) après une hausse de +3,1 % en 2022 qui s'expliquait encore principalement par un rebond après-crise sanitaire.

La consommation des ménages en biens se replie de nouveau fortement (-1,8 % après -2,2 %). La consommation en produits alimentaires continue de baisser (-3,6 %, après -3,2 % en 2022). Ces produits sont les plus marqués par l'inflation, avec une hausse des prix de 11,3 % en 2023 (après +6,3 % en 2022). Également très marquée par l'inflation, la consommation en biens énergétiques diminue (-2,5 %) après une forte baisse en 2022 (-3,3 %).

À l'inverse, la consommation des ménages en services augmente, en particulier dans l'information-communication (+5,6 %), dans les services de transport (+6,7 %) et dans l'hébergement-restauration (+5,5 %).

En 2023, la consommation des ménages résidents a été moins dynamique que la consommation sur le territoire : la hausse des consommations des Français à l'étranger a été moins élevée que la hausse de la consommation des touristes étrangers en France.

La consommation individualisable des administrations publiques (APU) croît légèrement, s'établissant à +0,4 % sur 2023 après deux années de nette hausse. Elle est portée par les dépenses en médicaments, malgré la baisse des dépenses exceptionnelles liées à la crise sanitaire. La consommation collective des APU augmente quant à elle de 1,2 %.

### L'investissement se redresse légèrement

L'investissement se redresse légèrement en 2023 (+0,4 % en volume après 0,0 %). Cette croissance est principalement portée par les investissements des administrations publiques (+6,9 %), qui augmentent dans les matériels de transport, avec notamment la livraison d'un sous-marin, mais également dans la construction et la recherche. Au contraire, l'investissement des ménages est de nouveau en forte baisse (-8,5 %), pénalisé par la baisse de l'investissement en construction (-5,6 %) et par celle des achats de biens immobiliers (-18,4 % d'investissement en services techniques, comprenant les frais de notaires). Enfin, l'investissement des entreprises non financières progresse au même rythme qu'en 2022 (+2,7 % après +2,9 %), toujours porté par l'investissement en services d'information-communication.

Au total, l'investissement en construction est en baisse de 1,3 % sur l'année. En revanche, les investissements en matériel de transport (+10,0 %) et en services d'information-communication (+8,0 %) sont en nette hausse.

### La balance commerciale de la France s'améliore légèrement

En 2023, les flux de commerce extérieur en volume marquent le pas après deux années de forte hausse. Les exportations augmentent encore un peu (+2,1 % après +8,2 %), alors que les importations sont quasi stables (+0,3 % après +8,8 %). Le solde extérieur en volume s'améliore légèrement.

Cette amélioration s'explique surtout par les biens, en particulier les biens énergétiques : la France est de nouveau exportatrice nette d'électricité, et ses imports en gaz et en pétrole baissent fortement, les stocks ayant atteint des niveaux très élevés. Les exportations de matériels de transport, en particulier en aéronautique, accélèrent nettement, mais les importations, notamment de véhicules électriques, augmentent aussi fortement. Les exportations en volume de services se replient, tirées vers le bas par les exportations de services de transport (-7,5 %), tandis que les importations de services sont en forte hausse, avec notamment +15,1 % de services de transport et +7,7 % de services aux entreprises.

Les prix du commerce extérieur se replient : le déflateur des importations recule de 2,2 %, du fait notamment de la baisse des prix de l'énergie, et celui des exportations diminue de 2,2 % également, en raison de la baisse des prix dans le transport maritime et aussi dans l'énergie. Les termes de l'échange extérieur, qui rapportent le prix des exportations à celui des importations, sont donc quasi stables.

La forte baisse du prix des produits énergétiques et l'amélioration du solde extérieur en volume se traduisent par une amélioration de la balance commerciale de la France en produits énergétiques de 35,7 milliards d'euros (Md€). Cette amélioration est annulée par la baisse des prix d'exportations dans les services (de transport en particulier) conjuguée à la dégradation du solde extérieur en services en volume qui contribuent à détériorer la balance commerciale en services de 35,1 Md€.

Avec l'amélioration du solde extérieur en biens hors produits énergétiques et du solde des dépenses touristiques, la balance commerciale de la France s'améliore finalement de 17,5 Md€.

## Le pouvoir d'achat des ménages par unité de consommation rebondit

En 2023, le revenu disponible brut (RDB) de l'ensemble des ménages accélère fortement (+8,0 % en euros courants, après +5,2 % en 2022). Dans le même temps, le prix de la dépense de consommation finale accélère aussi (+7,1 % après +4,9 %). Le RDB comme le déflateur de consommation sont rehaussés par l'effet comptable des services d'intermédiation financière indirectement mesurés ► **encadré 2**. Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible accélère légèrement : +0,8 %, après +0,3 % en 2022. Cette hausse est supérieure à la croissance de la population. Une fois rapporté au niveau individuel et en tenant compte de l'évolution de la taille des ménages, le pouvoir d'achat par unité de consommation rebondit quand même : +0,3 %, après -0,4 % en 2022 ► **figure 3**.

Les revenus nets d'activité ralentissent mais restent dynamiques (+5,0 % après +7,2 %). Les salaires et traitements progressent de 5,3 %, notamment ceux versés par les entreprises non financières (+5,5 %) dans un contexte de revalorisation du Smic. Dans le détail, l'emploi salarié ralentit (+1,0 % après +2,2 %), et le salaire moyen par tête reste assez dynamique (+4,2 % après +5,4 %). Les revenus des entrepreneurs individuels progressent de 4,2 %.

Les prestations sociales en espèces augmentent de 4,7 % après 1,7 %, sous l'effet principalement des revalorisations des retraites (effet en année pleine de la revalorisation de juillet 2022 et revalorisation résiduelle de janvier 2023) ; les retraites progressent ainsi de façon soutenue (+5,3 %).

Les revenus du patrimoine sont en forte hausse (+17,4 % après +6,4 %) sous l'effet principalement de la hausse des taux d'intérêt. L'excédent brut d'exploitation (EBE) des ménages purs, principalement composé de loyers réels ou imputés, accélère fortement, +17,0 % après +4,7 %, via la réduction des consommations intermédiaires. Ce facteur de hausse du RDB étant associé à une hausse du prix de la consommation des ménages, son impact effectif sur le pouvoir d'achat est très faible. Avec la hausse des taux d'intérêt, les intérêts reçus sont très dynamiques, de même que les intérêts versés. Les revenus d'investissement, principalement de placements et d'assurance-vie, augmentent fortement (+17,7 % après +18,0 %).

Les dépenses de consommation des ménages continuent d'augmenter fortement en valeur (+ 8,0 % après + 8,1 %), portées par la hausse des prix, et des volumes de dépenses en services dynamiques, soit à un rythme proche du RDB. Ainsi, le taux d'épargne des ménages est quasi stable à

16,9 % (après 16,8 %). Si le taux d'épargne a baissé par rapport au pic de 2020 (à 20,4 %), il reste cependant à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2009 et 2019 (14,7 %).

Avec l'augmentation des taux d'intérêt, l'investissement des ménages (hors entrepreneurs individuels) se replie : -4,6 % en 2023 après + 4,3 %. Le taux d'épargne financière augmente de 1,0 point, pour atteindre 6,6 %. L'épargne financière se recompose avec une diminution des flux sur les dépôts au profit des comptes à terme.

Le RDB des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, le coût de certains biens et services est pour l'essentiel pris en charge par la collectivité : éducation, santé, aides au logement versées aux locataires, etc. En 2023, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, progresse moins rapidement que le RDB (+7,1 %) : notamment, les salaires des services publics individualisables augmentent moins fortement que le RDB.

## Le taux de marge des sociétés non financières se redresse

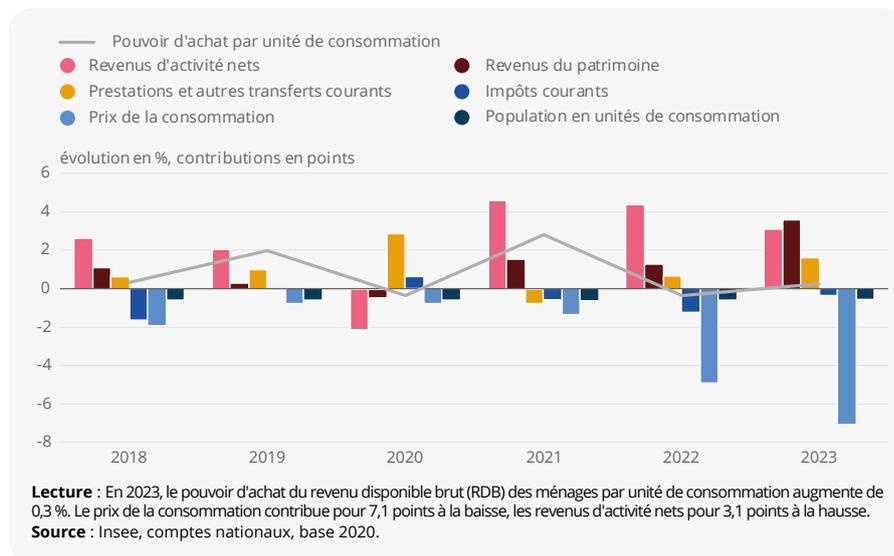
En 2023, la valeur ajoutée (VA) des sociétés non financières (SNF) progresse à un rythme proche de celui de 2022, et

reste en vive augmentation (+7,9 % en valeur après +8,3 %), soit une hausse de 108,0 Md€. La rémunération des salariés ralentit tout en restant dynamique avec une hausse de 49,5 Md€ (après +69,7 Md€ en 2022), portée par la revalorisation du Smic. En outre, les impôts nets des subventions sur la production marquent le pas après la chute marquée en 2022 des aides exceptionnelles liées à la crise sanitaire (-0,4 Md€ après +33,1 Md€). Ainsi, l'EBE accélère de 58,9 Md€ (après +1,5 Md€ en 2022). Le taux de marge se redresse nettement (+1,7 point) pour atteindre 32,7 %, après la forte baisse de 2022 (-2,4 points) ; il reste supérieur à son taux moyen avant-crise (30,7 % en moyenne entre 2009 et 2019) ► **figure 4**.

Les intérêts versés par les SNF progressent nettement plus que ceux qu'elles reçoivent (+110,5 Md€ contre +79,3 Md€), malgré une chute des nouveaux emprunts bancaires et une réorientation des actifs depuis les dépôts vers les organismes de placement collectif (OPC) monétaires. Le solde des bénéficiaires réinvestis (versés nets des reçus) se dégrade de 7,1 Md€, tandis que les revenus d'investissements reçus sont en hausse de 4,1 Md€.

Ainsi, l'épargne brute des SNF rebondit avec une hausse de 42,9 Md€, après une contraction de 13,3 Md€ en 2022. En dépit de la hausse des taux

### ► 3. Pouvoir d'achat du RDB des ménages



### ► 4. Principaux ratios des comptes des sociétés non financières et des ménages

Catégorie	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Sociétés non financières</b>					
Taux de marge	30,7	31,3	33,5	31,0	32,7
Taux d'autofinancement	97,4	88,3	100,2	87,6	95,3
<b>Ménages</b>					
Taux d'épargne	14,6	20,4	19,1	16,8	16,9
Taux d'épargne financière	4,1	10,4	7,7	5,5	6,6

**Lecture** : En 2023, le taux de marge des sociétés non financières s'établit à 32,7 % de leur valeur ajoutée.

**Source** : Insee, comptes nationaux, base 2020.

d'intérêt, l'investissement reste en hausse : +19,6 Md€ après +26,5 Md€, principalement porté par les volumes. Comme la VA et l'investissement progressent de conserve, le taux d'investissement des SNF est en légère baisse à 22,8 % après 23,1 %. Dans le même temps, les SNF stockent bien moins qu'en 2022 : la variation des stocks se contracte de 10,4 Md€ après une expansion de 13,8 Md€ en 2022. Au total, les SNF dégagent une capacité de financement positive en 2023 (+22,4 Md€, après -12,6 Md€ en 2022). Ainsi, le taux d'autofinancement des SNF gagne 7,7 points (après -12,6 points en 2022) et atteint 95,3 %.

## L'activité des sociétés financières largement affectée par la hausse des taux

La VA des sociétés financières (SF) se replie fortement de 12,8 % : cette contraction est largement imputable à la forte diminution de la marge sur les taux d'intérêt, *ie* l'écart entre les taux prêteurs et les taux emprunteurs. Les taux moyens sur les dépôts se sont plus rapidement ajustés que les taux moyens sur les crédits, du fait du différentiel de maturité. La forte hausse du solde des revenus de la propriété versés nets (+28,1 Md€ après +4,9 Md€) résulte principalement de la hausse des revenus d'investissements (assurance-vie et fonds d'investissement) versés (nets des reçus) de 14,4 Md€, et dans une moindre mesure du solde des bénéfices réinvestis (+6,8 Md€). Ainsi, les SF basculent en besoin de financement de 36,2 Md€ en 2023, après avoir été en capacité de financement de 3,2 Md€.

## Le besoin de financement de la Nation se réduit légèrement

Le solde des échanges extérieurs se redresse en 2023 de 17,5 Md€, après une dégradation de 43,5 Md€ en 2022. Cependant, le solde des opérations de répartition se replie de nouveau en 2023 : il chute de 24,2 Md€ (après une baisse de 7,0 Md€ en 2022). En effet, les revenus de la propriété versés au reste du monde sont bien plus dynamiques que les revenus reçus (+119,0 Md€ contre +95,2 Md€), compte tenu de la hausse des

### ► Encadré 1 – Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat

La publication du compte provisoire de l'année 2023 s'accompagne de la publication du compte définitif 2021 et du compte semi-définitif 2022, en base 2020, qui actualisent les estimations précédentes (mai 2023). Le rebond du PIB en 2021 en volume est révisé à +6,9 % (+0,4 point), et la croissance de 2022 est révisée à +2,6 % (+0,1 point). Par ailleurs les comptes nationaux sont passés en base 2020, les modifications apportées à la précédente base sont présentées [ici](#).

Pour l'année 2023, la croissance du PIB, corrigée de l'effet des jours ouvrables (CJO), avait été estimée à +0,9 % lors de la première estimation du premier trimestre 2024 (comptes trimestriels). L'évolution du PIB est maintenant révisée à +1,1 % en volume en 2023 (CJO), soit une révision de +0,2 point. En approche production, cette révision s'explique par une révision à la baisse des consommations intermédiaires en gaz ; en approche demande, c'est la consommation effective des ménages, en particulier en produits agro-alimentaires, qui est revue à la hausse. L'effet des jours ouvrables est négatif sur la croissance en 2023, la croissance non corrigée des jours ouvrés est donc de +0,9 %. Le déflateur du PIB est lui révisé de 0,1 point à la baisse (+5,4 % lors de la première estimation, contre +5,3 % dans le compte provisoire), de sorte que la croissance du PIB en valeur est révisée de +0,1 point à l'arrondi, à +6,5 % en données CJO au lieu de +6,3 %.

Dans le compte provisoire 2023, l'augmentation du revenu disponible brut des ménages est revue à la hausse par rapport à la première estimation des comptes trimestriels sur le premier trimestre 2024 : +8,0 % au lieu de +7,3 %. L'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut n'est pas révisée, car le déflateur de consommation est également rehaussé de 0,7 point. Le taux d'épargne des ménages est légèrement revu.

### ► Encadré 2 – Les Sifim

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) mesurent les services d'intermédiation liés à l'octroi de crédits et à la gestion des dépôts par les banques. Comme tout service non explicitement facturé aux consommateurs, ils sont imputés dans les comptes nationaux. Ces services d'intermédiation sont produits par le secteur financier, et consommés (finalement ou intermédiairement) par les secteurs institutionnels ou exportés. Ces imputations affectent les soldes comptables de la valeur ajoutée jusqu'au revenu disponible, mais ne modifient pas l'épargne ou la capacité/besoin de financement des secteurs institutionnels.

Concernant les ménages, le Sifim est soit une consommation intermédiaire dans le cas d'un prêt immobilier en tant qu'intrant de leur fonction de production de service de logement, soit une consommation finale dans le cas des dépôts et des prêts à la consommation. La consommation finale de Sifim sur les dépôts est intégralement compensée par un rehaussement des revenus de la propriété reçus. La consommation intermédiaire de Sifim sur les crédits logement a pour contrepartie une diminution des intérêts versés par les ménages, et est neutre sur le RDB des ménages.

Les évolutions des marges de taux, *ie* l'écart entre le taux d'intérêt moyen à l'actif et le taux d'intérêt moyen au passif des banques, sont des évolutions de prix des Sifim. Elles contribuent ainsi à augmenter le prix de la dépense de consommation des ménages au titre de la gestion des dépôts (et aussi des prêts à la consommation) et le RDB dans des proportions proches, si bien que l'impact sur le pouvoir d'achat des ménages est modéré. Ainsi, en 2023, quand les taux sont particulièrement dynamiques, les Sifim contribuent pour 2,1 points à la hausse du RDB, et pour 2,3 points à la hausse de la dépense de consommation des ménages, soit un impact de -0,1 point sur le pouvoir d'achat ► [figure](#).

### Pouvoir d'achat des ménages et services financiers

Catégorie	Évolution 2023/2022	
	Sifim <sup>1</sup> compris	Hors Sifim <sup>1</sup>
RDB	8,0	5,8
Déflateur de la consommation	7,1	4,8
Pouvoir d'achat des ménages	0,8	1,0

<sup>1</sup> Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

**Lecture :** En 2023, le revenu disponible brut (RDB) des ménages, à l'exclusion des Sifim, progresse de 5,8 % et 8,0 % s'ils sont intégrés. Le pouvoir d'achat des ménages augmente de 0,8 % ; si les Sifim sont exclus, la hausse est de 1,0 %.

**Source :** Insee, comptes nationaux, base 2020.

taux et d'une position d'endettement nette vis-à-vis du reste du monde.

Au total, le besoin de financement de la Nation augmente de 6,7 Md€ à 48,2 Md€. Exprimé en points de PIB, il diminue de

0,1 point après s'être fortement dégradé en 2022 (-1,9 point) pour atteindre 1,7 % du PIB en 2023. ●

Jean-Cyprien Héam, Pauline Meinzel, Fanch Morvan (Insee)

### ► Pour en savoir plus

- Mainguené A. *et al.*, « [Le compte des administrations publiques en 2023](#) », Insee Première n° 1998, mai 2024.



Retrouvez plus de données en téléchargement sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Direction générale :  
88 avenue Verdier  
92541 Montrouge Cedex

Rédaction en chef :  
B. Lhommeau,  
S. Pujol

Maquette :  
B. Rols

Code Sage : IP241997  
ISSN 0997 - 6252  
© Insee 2024  
Reproduction partielle  
autorisée sous réserve de  
la mention de la source et  
de l'auteur



Directeur de la  
publication :  
Jean-Luc Tavernier

Rédaction :  
A. Gadaud

@InseeFr  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr)